



V2-00209
805189
Eco So His

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 9

Session : 2026

Épreuve de : Économie Sociologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Sujet : Le court terme est-il l'ennemi du long terme ?

E. COMBE a montré qu'en 2003, le président américain G. Bush, pour sauver la filière productrice d'acier aux USA, avait instauré des droits de douanes sur l'acier. À court terme, cette mesure a sauvé 4000 emplois américains dans la filière productrice d'acier. Néanmoins, durant les années suivantes, à long terme, entre 15 000 et 45 000 emplois dans les corps de métier américains utilisant l'acier ont été détruits. Ainsi, on remarque que cette mesure de court terme, a priori positive pour l'économie américaine, est devenue prédatrice de la même économie à long terme. Est-ce à dire que le court terme est l'ennemi du long terme ?

En économie, on établit la frontière entre court et long terme à 1 an. Les mesures de court terme (donc moins d'un an) sont qualifiées de conjoncturelles tandis que celles de long terme sont qualifiées de structurelles. Le terme "ennemi" signifie un élément ayant un comportement prédateur vis-à-vis d'un autre élément, ce qui entraîne une opposition. L'usage du verbe "être" impute la nature du court terme. Est-ce que le court terme est-il par nature un ennemi du long terme ? Pour être "ennemi", il faut que la volonté soit mise en jeu. Ainsi, ce n'est pas la temporalité dénuée de volonté qui serait l'ennemi du long terme mais ce sont les actions effectuées par les agents économiques qui peuvent avoir des conséquences néfastes à long terme. On est en droit d'estimer qu'une action ou une mesure réalisée à un certain temps t peut avoir des conséquences à un

moment $t+m$ (avec m strictement positif). Toute la question réside dans le fait de savoir si ces conséquences seront positives ou négatives. Dans le premier cas, les mesures de court terme ne seraient pas préjudiciables des fondamentaux de l'économie et de ses grands équilibres à long terme car elles en seraient alliées. À contrario, le second scénario légitimise l'emploi du terme "ennemi". Une clé de lecture de ce sujet est la notion de rationalité. On en décompte trois types correspondant à des mouvements de pensée économique distincts. Il y a tout d'abord la rationalité extrapolative utilisée par les économistes d'obédience keynésienne (mis à part les économistes de la nouvelle école keynésienne^(NEK)). Cette dernière est régit par l'incertitude radicale et les esprits annihiles car selon J.H. KEYNES, la seule certitude à long terme c'est qu'on sera mort. Il y a ensuite les anticipations adaptatives, notamment utilisée par H. FRIEDMAN qui stipule que les agents corrigent leurs anticipations au fil du temps. Enfin, il y a les anticipations rationnelles utilisées par la NEK et la nouvelle école classique (NEK). Ces anticipations permettent d'étudier les conséquences qu'une mesure de court terme pourra avoir sur le long terme notamment vis-à-vis de la croissance, l'inflation, les relations internationales et l'équilibre de la balance des paiements à long terme.

Dès lors, on peut se demander si les choix conjoncturels impactent nécessairement et de la même manière le long terme. On observe qu'a priori, le court terme n'est pas un ennemi du long terme car il a un impact neutre voire positif (I). Néanmoins, dans certaines conditions, certains choix de court terme peuvent entraîner des répercussions négatives sur le long terme (II).

*

*

*

A priori, les choix à court terme ne sont pas prédateurs pour le long terme car ils peuvent avoir un impact nul (A) voire positif en permettant le retour à une situation permettant de retrouver les grands équilibres économiques (B). Ils permettent même d'augmenter les capacités économiques à long terme (C).

Il semble que le court terme n'aurait pas d'impact sur le long terme. C'est l'idée que défend R. LUCAS en 1972 dans Expectation and the neutrality of the money. Dans cet ouvrage, il fait maître la NEC s'appuyant sur l'hypothèse des anticipations rationnelles. Ainsi, les agents économiques auraient la capacité d'anticiper de manière rationnelle les conséquences à long terme d'une mesure de court terme. R. Lucas utilise ce principe afin de ramener au quantitatifisme (la neutralité de la monnaie) orthodoxe. Sa théorie se comprend avec une citation d'A. L'INCOGNITO qui il utilise : "on peut tromper quelqu'un tout le temps, on peut tromper tout le monde une fois mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps". En suivant la logique en transformant la dernière partie de la citation en "on ne peut pas tromper tout le monde plus d'une fois". Ainsi, l'instrumentalisation par l'état de la monnaie dans le cadre d'une relance monétaire serait neutre et entraînerait que de l'inflation proportionnelle à la création monétaire. En effet, si l'état annonce cette instrumentalisation dans le but d'augmenter l'investissement, les agents économiques rationnels vont demander davantage de revenu pour compenser la perte de pouvoir d'achat causée par l'inflation. En revanche, si l'état ou les autorités de la banque centrales décident de ne pas annoncer cette mesure mais de la faire, elle aura un impact durant environ 4,5 ans (la phase d'expansion d'un cycle Juglar) avant que les agents réagissent et cessent de croire les dites autorités. En tenant un raisonnement similaire D. RICARDO en 1817 dans les principes de l'économie politique et de l'impôt, puis R. BARRO en 1974 ont montré ce qu'on appelle aujourd'hui le théorème d'équivalence de Ricardo-Barro qui stipule que anticipant, une hausse d'impôt future, les agents économiques vont épargner si l'état tente d'instrumentaliser le levier budgétaire à court terme dans le but de stimuler la demande donc la croissance à long terme. Ainsi la relance sera stérile.

C. REINHART et K. ROGOFF en 2010, ont calculé qu'à partir de 90% de points de PIB de dette, les ménages commencent à épargner. La France qui a 117 points de PIB de dette a donc une épargne importante (18% de taux d'épargne).

Dans une perspective keynésienne, l'adoption de mesures conjoncturelles peuvent même avoir un impact positif sur le long terme. Ainsi, la court terme ne serait pas un obstacle au long terme mais plutôt un allié. Effectivement, J. H. KEYNES dans sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936) soutient que l'usage des multiplicateurs ont un effet positif sur la conjoncture: en temps de crise, une augmentation de la masse monétaire ou des dépenses publiques (G) (militaires ou sociales) va entraîner un choc positif d'investissement (I) ou de demande selon les multiplicateurs suivants:

Démonstration du multiplicateur en économie ouverte sans hausse d'impôt.

$$Y + M = C + I + G + X$$

$$\Rightarrow Y + mY = cY + I + G + X$$

$$\Rightarrow Y(1 + m - c) = I + G + X$$

$$\Rightarrow \Delta Y = \frac{1}{1 + m} (\Delta I + \Delta G + \Delta X)$$

X : "les exportations", c : "la consommation"

M : "les importations", Y : "le PIB"

} passage du moyen au marginal
 $+ \Delta = 1 - c(m) = (1 - c(m)) \epsilon(10; 10)^2$

On peut montrer de manière analogue le multiplicateur en économie fermée: $\Delta Y = \frac{1}{1} (\Delta I + \Delta G)$. Comme $(1, m) \in]0, 10^2$, on remarque qu'une augmentation de la dépense publique entraîne une augmentation plus importante du PIB. De même si on augmente la masse monétaire car la monnaie n'est pas neutre, il existe selon Keynes 3 motifs distincts de détention de la monnaie, ce qui rend l'effet d'éviction partiel. C'est ce principe qui a incité F.D. ROOSEVELT à mener ses New Deals à partir de 1933: en augmentant massivement les dépenses publiques, il a déclenché un multiplicateur qui a permis à long terme (en 1945) de retrouver les conditions de la croissance américaines de 1927 (avant le début de la bulle). Ainsi, R. HARRON⁽¹⁹³⁹⁾ et E. DONAH (1947) ont montré grâce à leur modèle que, considérant qu'il n'y a pas de variable d'ajustement, le déclenchement de multiplicateurs est l'unique moyen de rester sur le "fil du rasoir" de la croissance équilibrée.

Copie anonyme - n°anonymat : 805189

Emplacement QR Code	Code épreuve : 2 45	Nombre de pages : 9	Session : 2026
	Épreuve de : Economie Sociologie et Histoire		
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre			
Dès lors, on remarque que des mesures conjoncturelles sont à même de permettre une croissance équilibrée qui est un équilibre économique de long terme. On vient de voir que les mesures conjoncturelles étaient un moyen de... permettre les conditions favorables au long terme. Ne pourrait-on pas envisager que les dites mesures de court terme sont l'explication de la hausse de la croissance de long terme. Cette dernière permettant d'envisager un long terme plus favorable. Alors que R. SOLOW dans son ouvrage de 1956 estimait que 87,5% de la croissance américaine était le résultat d'un résidu inconnu, d'une "mèche tombée du ciel", les économistes de la croissance endogène ont tenté d'expliquer la nature de ce résidu. Selon P. ROHER (1986), le passage d'une situation micro-économique à une situation macro-économique entraînerait des externalités positives qui seraient la nature de ce résidu. D'un point de vue individuel, les agents économiques n'ayant aucun intérêt à rechercher ces externalités l'État a le devoir de les imiter par le biais de mesures structurelles mais aussi conjoncturelles. Ainsi, des mesures de court terme permettent d'augmenter la croissance potentielle de long terme. C'est ce qui a fait le président américain J. BIDENT durant le Bidenomics : il a fait une avance d'une valeur de 3900 milliards de dollars dont 2000 pour rénover les infrastructures du New Deal (ponts, autoroute, hôpitaux...). Or selon R. BARRO (1990) l'amélioration des infrastructures publiques et notamment de transport sont une des causes de la croissance			
			5/12

endogène.

On s'était proposé de voir que les mesures de court terme n'avaient pas un impact négatif sur le long terme, en d'autres mots, qu'elles ne sont pas adversaires. Pour cela on a vu que l'impact pouvait être nul voir positif sur le long terme. Cependant, est-ce une vérité générale ou n'y aura-t-il pas des conditions qui mettent en cause cette affirmation?

Il semble que certains choix de court terme puissent entraîner des conséquences négatives à long terme car si la confiance est rompue à court terme, elle produira des effets pervers à long terme (A), tout comme des mesures conjoncturelles excessives (B). Finalement, ce n'est pas la question de l'opposition court terme - long terme qui est en cause, mais davantage les choix et le courage des exécutifs.

Les relations économiques étant régies par la confiance entre les agents, des choix a priori bons à court terme peuvent mimer cette confiance et impacter négativement le long terme. Le président américain D. Trump nous donne un exemple de ce phénomène. En effet, entre janvier et septembre 2025, il a augmenté les droits de douane en moyenne de 14%, ce qui est un record depuis 1945. S'il a pris cette décision, on peut supposer que c'est pour en retirer des avantages à court terme tels que des délocalisations ou relocalisations vers les États Unis, plus de pouvoir de négociation sur ses partenaires commerciaux, une augmentation des recettes du gouvernement fédéral... Toutefois, ces droits de douane ont détérioré ses relations avec des partenaires commerciaux importants. Ainsi, le Canada et le Mexique, tous deux membres avec les USA de l'ALENA, ont souffert de ces droits de douane, ce qui les a incité à riposter avec des mesures similaires à l'encontre des USA. Or, en adoptant l'hypothèse des anticipations adaptatives de H. FRIEDMAN (1968), on en déduit que les

autres puissances économiques auront à long terme davantage de réticences à échanger avec les USA car le bien de confiance entre eux est endommagé. D'autant plus au regard des blocages géopolitiques du détroit d'Ormuz qui ont un impact négatif sur les économies nationales. Ainsi, les conséquences du court terme sur le long terme sont à double tranchant. Elles peuvent soit être positives soit négatives.

Il en va de même pour l'instrumentalisation des leviers monétaires et budgétaires. Si on a pu voir qu'ils étaient un facteur de sortie de crise, il n'est pas impossible qu'une sur-utilisation de ces derniers soit vecteur à long terme de conséquences adverses. C'est la thèse que défend F. von HAYEK en 1931 dans Prix et Production. Bien que membre de l'école autrichienne, il reprend à son compte la distinction micro-économique de K. WICKSELL dans Intérêt et prix (1898) entre taux d'intérêt naturel et taux d'intérêt monétaire. Ainsi, une hausse de la création monétaire entraîne une diminution du taux d'intérêt monétaire par rapport au taux d'intérêt naturel (qui assure l'égalité épargne-investissement). Ainsi, les entreprises sont incitées à investir notamment pour produire des biens de production qui à terme produisent des biens de consommation. Or si les entreprises ont recours à la création monétaire c'est qu'il n'y a pas d'épargne disponible dans les ménages. Dès lors, le surplus de consommation ne pourra pas être absorbé par une hausse de la consommation. On parlera alors d'une crise de sous-consommation. C'est comme cela qu'il explique la grande dépression. Il est intéressant de souligner qu'au moment de son déclenchement, les USA étaient le seul pays entré dans l'ère de la consommation de masse. Ainsi, à l'aube du crash boursier, il y avait 10 fois plus d'entreprises productrices de biens de production que de biens de consommation. La crise de 1929 a eu des conséquences funestes à long terme à cause de mesures de court terme : 1/3 de la production industrielle ^{américaine} évaporée, 25% de taux de chômage... Après avoir reçu le prix Nobel en 1974 pour cet ouvrage, il écrit une préface pour l'édition française dans laquelle il affirme que ce phénomène explique l'ensemble des crises. Ainsi, ce seraient ces outils court termistes qui fragiliseraient les équilibres économiques à long terme et les fondamentaux

Au final, ce n'est pas juste la question d'une opposition entre court et long terme qui est en jeu. Ce sont les choix et le courage des exécutants politiques et économiques. Effectivement, certains choix ^{de court terme} peuvent avoir des conséquences positives ou négatives à long terme en fonction de la mesure retenue. Les relations entre court et long termes en sont alors impactées. On peut à cet égard considérer la gestion de la dette publique. L'équation de cette dernière est $D_t = D_{t-1} + \Delta D_{t-1} - sp_t$ avec D_t : "dette au temps t ", r : "le taux d'intérêt moyen sur la dette", ΔD_{t-1} : "la charge de la dette" et sp_t : "le solde primaire au temps t ". Ainsi, pour que la dette reste stable ou diminue, il faut que : $D_t \leq D_{t-1} \Leftrightarrow sp_t \geq r D_{t-1}$. Cette décision est court-termiste car le choix du budget se fait annuellement et a des conséquences de long termes car plus la dette augmente, plus les taux d'intérêt sur les OAT à long augmentent, ce qui fait gonfler la charge de la dette et risque de déclencher un "effet bouc émissaire". Dans son ouvrage de 2026, N. LUFORQUE révèle que 60% de la dette est de la dette sociale (alors qu'officiellement elle est de 7,5%). Il interviewe divers économistes dont G. CETTE qui explique que la France doit faire un effort budgétaire et cesser de réduire massivement sa dépense publique comme a pu le faire la Suède ou le Royaume Uni en 1973 en échange du prêt du FMI. Toutefois, les votes budgétaires à l'Assemblée Nationale ne parviennent pas à atteindre cet objectif : les différents budgets qui priment la rigueur sont toujours déficitaires, au-delà de 3% autorisés par le Pacte de Stabilité et de Croissance (1997 lors du traité d'Amsterdam). Ainsi, les hommes politiques n'ont pas le courage ^{auxilié} de faire en sorte que le court terme soit positif pour le long terme. Les ménages sont aussi fautifs car leur volonté de faire suspendre la réforme des retraites BORNE-HAGRON, a fait diminuer la note de la dette française à A+, augmentant de fait les taux d'intérêt des OAT à 10 ans. Si ces décisions avaient été inversées, la France à l'instar de la Grèce se serait vue à inverser la tendance. On comprend alors que le court terme n'est l'ennemi du long que si les choix effectués à court terme ne sont pas bons ou pas assez audacieux.

Copie anonyme - n°anonymat : 805189

Emplacement QR Code	Code épreuve : 245	Nombre de pages : 9	Session : 2026
	Épreuve de : Économie Sociologie et Histoire		
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre			
En conclusion, on a pu observer que le court terme avait une relation non univoque avec le long terme. Elle dépend des moyens court-termistes, des périodes... Cette relation est également impactée par le cadre théorique que l'on adopte et plus particulièrement par les relations de confiance et d'anticipations. Le débat économique n'étant pas clos, il semble compliqué de donner une réponse catégorique. On doit davantage rester dans la nuance et analyser les différents cas distincts. Ainsi, le court terme peut être un ennemi du long terme sous certaines conditions comme le manque d'audace ou une sous-utilisation des outils conjoncturels de relance. Dès lors, le contraste européen entre la France et le Danemark qui discute d'un départ à la retraite à 74 ans est éloquent. La France saura-t-elle surmonter sa réticence afin de résoudre son problème de dette sur le long terme? <u>FIN</u>			
			9/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

